



EXACOMPTA CLAIREFONTAINE

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

30 JUIN 2010

<u>Sommaire :</u>	<u>page</u>
Rapport semestriel d'activité	3
Comptes consolidés semestriels	10
• Etats financiers consolidés	11
• Notes annexes aux comptes consolidés semestriels	27
Attestation du rapport financier semestriel	46
Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2010	47

Exacompta Clairefontaine S.A.

Conseil d'administration

François NUSSE, Président Directeur Général
Président du Directoire des Ets Charles NUSSE
Président d'Exacompta

Dominique DARIDAN

Charles NUSSE
Président de Tollit & Harvey (GB)
Gérant d'Ernst Stadelmann – Multiform (A)
Cogérant de Brause (D)

Frédéric NUSSE
Président des Papeteries de Clairefontaine
Président de Papeterie de Mandeuve
Président d'Everbal

Guillaume NUSSE
Président de Clairefontaine Rhodia
Président de Décopatch
Cogérant de Châtelles Transformation

Jean-Claude Gilles NUSSE, Directeur Général
Membre du Directoire des Ets Charles NUSSE
Gérant de AFA

Jean-Marie NUSSE, Directeur Général
Membre du Directoire des Ets Charles NUSSE

Jérôme NUSSE
Président des Editions Quo Vadis

Monique PRISSARD, représentant permanent des Ets Charles NUSSE
Membre du Directoire des Ets Charles NUSSE

Commissaires aux comptes

BATT AUDIT 54500 Vandœuvre-lès-Nancy
M. Pascal FRANCOIS

SEREC AUDIT, 75015 Paris
M. Benoît GRENIER

Mesdames, Messieurs,

Les comptes semestriels ne sont affectés d'aucun événement significatif lié à la structure du groupe ou aux conditions d'exploitation.

1. EXAMEN ET ARRETE DES COMPTES CONSOLIDES

Comptes consolidés – K€	1 ^{er} semestre 2010	1 ^{er} semestre 2009
Chiffre d'affaires	262 044	261 147
Résultat opérationnel	3 205	3 261
Résultat net avant I.S	3 678	1 473
Résultat net après I.S	2 022	< 1 208 >
dont Part des minoritaires	-	< 2 >
Part du groupe	2 022	< 1 206 >

Le périmètre de consolidation est inchangé hormis l'absorption des Papeteries Vérilhac Frères par Clairefontaine Rhodia qui est sans impact sur les comptes consolidés.

Le cash flow consolidé du groupe Exacompta Clairefontaine s'élève à 14 830 K€ au 30 juin 2010 contre 13 964 K€ au 30 juin 2009.

L'effectif du groupe est quasiment inchangé à 3 312 personnes contre 3 299 personnes au 31 décembre 2009.

1.1 PRODUCTION PAPIERS

Le premier semestre 2010 constate une reprise de la consommation dans toutes les sortes de papier et cartons, hors le secteur sanitaire.

Le relevé mensuel d'informations statistiques COPACEL à fin juin 2010 fait état d'une augmentation de + 4,10 % pour la production des papiers non couchés et sans bois. Cette même tendance est observée en Europe.

L'évolution pour les papiers Clairefontaine et ses filiales est parallèle en volume. La progression du chiffre d'affaires est ralentie du fait des difficultés à répercuter les hausses de matières premières.

La caractéristique essentielle de ce semestre restera la hausse mensuelle, continue des matières premières pâteuses de 30 USD en moyenne, ainsi que la faiblesse de l'€uro en fin de semestre.

Le double effet ciseau a marqué de façon significative les résultats papetiers.

Les prix de papier doivent continuer leur progression pour tenir compte du niveau très élevé des matières premières.

1.2 TRANSFORMATION

La transformation a connu de la même manière un certain redressement de ses volumes de vente. Cette progression témoignait du restockage chez nos clients et d'une certaine reprise de l'économie.

Le secteur scolaire et loisirs connaît une bonne progression en volume et équilibre son exploitation. Le deuxième semestre sera moins profitable du fait des augmentations inéluctable du prix des papiers.

Le secteur Bureau et classement enregistre une progression significative en volume mais doit aussi répercuter au deuxième semestre les hausses de matières premières continue lors du premier semestre.

Le secteur Agenda et Luxe dont les résultats ne peuvent être significatif au premier semestre laisse entrevoir une année positive.

1.3 SITUATION FINANCIERE – ENDETTEMENT

Au 30 juin 2010, pour un chiffre d'affaires de 262 044 K€, l'endettement financier du groupe (hors comptes courants de la société mère ECN) s'élève à 57 956 K€ et les fonds propres à 363 286 K€

Le groupe Exacompta Clairefontaine dispose d'une ligne de crédit négociée de 155 000 K€. Cette ligne était utilisée pour 28 700 K€ au 30 juin 2010.

Disposant d'une trésorerie active de 35 199 K€ lui permettant entre autres d'autofinancer une partie de ses investissements, le groupe affiche au 30 juin 2010 un endettement financier net de 22 757 K€

1.4 AUTRES POINTS

- ✘ Il n'y a pas d'actionnariat salarié.
- ✘ Notre actionnaire principal, les Etablissements Charles NUSSE possède 910 395 actions au 30 juin 2010, soit 80,46 % du capital. La société Financière de l'Echiquier détient plus de 5 %.

2. ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les sociétés du Groupe participent à différents programmes de recherche en relation avec le Centre Technique du Papier de Grenoble et différents laboratoires d'Universités.

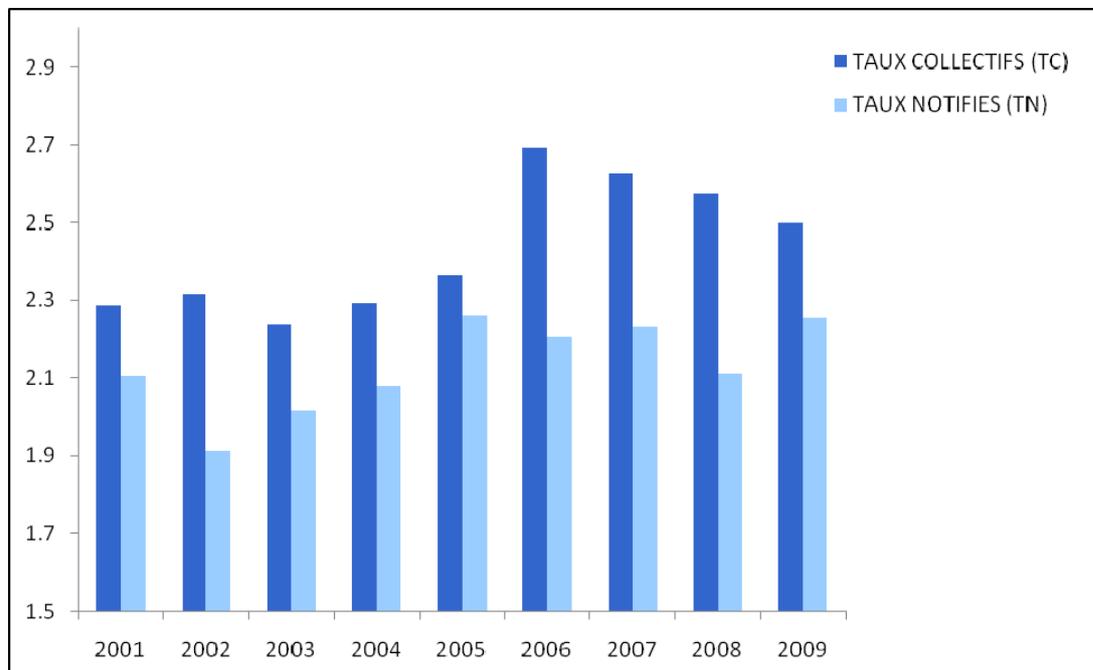
Les projets de développement sont essentiellement axés sur les gammes de produits.

3. MISE EN SECURITE DES CONDITIONS DE PRODUCTION ET DE GESTION

Les unités industrielles prioritaires du Groupe Exacompta Clairefontaine bénéficient d'un appui conseil pour accompagner la mise en sécurité de leurs conditions de production et de gestion. D'autre part, plusieurs d'entre elles possèdent désormais une animation interne pour coordonner le traitement de la sécurité en fonction de leurs propres spécificités.

Pour aider ces unités à améliorer leurs résultats, des indicateurs de tendance sont communiqués régulièrement, notamment par le biais de bulletins périodiques :

- Taux de Fréquence (TF) des accidents du travail avec arrêt
- Taux de Gravité (TG) des accidents du travail
- Maladies professionnelles
- Taux Notifié (TN) par la CARSAT (anciennement CRAM)



Graphique de l'évolution comparée du Taux Notifié (TN) des unités suivies et du Taux Collectif (TC) de la profession

En complément, pour aider les responsables à améliorer les aspects techniques, organisationnels et humains de la prévention des risques, des communications thématiques personnalisées sont réalisées.

De plus, dans la continuité des actions réalisées et avec une perspective d'amélioration continue, une démarche d'audit de bases organisationnelles a été initiée puis étendue pour accompagner ces unités lors du développement de leur propre Système de Management de la Sécurité (SMS). Les unités certifiées ISO pour leur organisation Qualité et/ou Environnement intègrent progressivement dans leur système différents aspects sécurité pour rationaliser l'existant et obtenir à terme un Système de Management Intégré (SMI).

4. INFORMATIONS SOCIALES

L'effectif total du groupe EXACOMPTA CLAIREFONTAINE était de 3 312 personnes au 30 juin 2010 contre 3 299 au 31 décembre 2009.

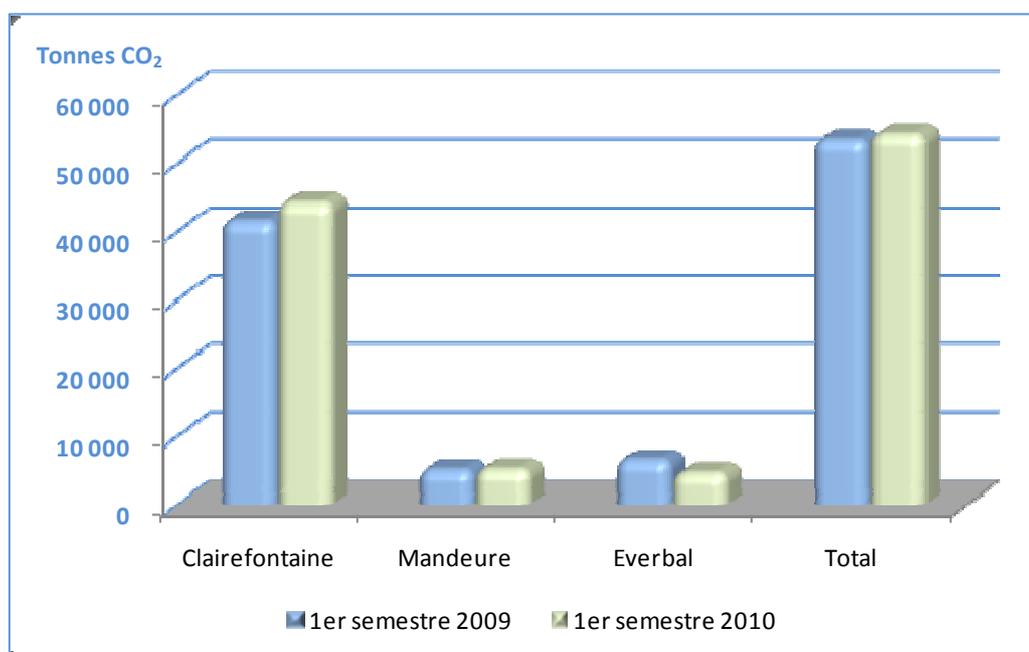
Les sociétés appliquent la convention collective de la production des papiers cartons et celluloses, ou celle des articles de papeterie.

Le comité de groupe réuni le 22 juin 2010 a commenté l'activité et les perspectives économiques et sociales.

5. INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES

Suivi des émissions brutes de dioxyde de carbone (CO₂) des sites papetiers français du groupe :

Site	Emissions en tonnes de CO ₂		Evolution
	1 ^{er} semestre 2009	1 ^{er} semestre 2010	
CLAIREFONTAINE	41 599	44 269	↑ 6,42 %
MANDEURE	5 218	5 281	↑ 1,21 %
EVERBAL	6 670	4 764	↓ 28,6 %
Total	53 487	54 314	↑ 1,55 %



L'activité plus importante du 1^{er} semestre 2010, par rapport à la même période de 2009, explique l'augmentation des émissions des Papeteries de Clairefontaine et de Papeterie de Mandeuve.

Grâce à sa chaudière biomasse, Everbal a encore réussi à réduire ses émissions de CO₂ fossile de près de 29%.

Le dossier de chaudière biomasse des Papeteries de Clairefontaine a été validé par la commission de régulation de l'énergie (CRE3). Le projet est lancé. La mise en service de la chaudière est prévue en septembre 2012.

6. PERSPECTIVES

6.1 PERSPECTIVES GENERALES

Le premier semestre a été compliqué pour les papetiers devant faire face à la raréfaction de l'offre de matières premières et à la montée systématique des prix.

Dans le même temps on a assisté à une chute de l'€uro ce qui a accentué l'effet ciseau.

Le panorama amorce un changement dès juillet avec une revalorisation de l'€uro plus favorable aux transformateurs de matières importées. Dans le même temps, la situation des matières premières est en voie de normalisation. Les quantités reviennent dans les ports et les prix se stabilisent dès juillet pour amorcer une tendance baissière, mais restent très au-dessus des prix moyens de ces dernières années.

Le marché devrait rester stable en volume et en prix, le cours de l'€uro étant prévu baissier. Le deuxième semestre devrait être moins favorable que le premier pour le secteur papetier du fait de l'insuffisante répercussion dans les prix de vente des hausses subies sur les pâtes.

En ce qui concerne la transformation, on assiste aussi à un retour à la normale. Sans rattraper les volumes perdus du fait de la chute de l'activité économique, on constate une certaine reprise en volume dans les articles de bureau et de classement.

L'activité scolaire est en progression tandis que les activités Classement et Agenda demeurent stables.

La préservation des marges passe inéluctablement par des hausses de prix dans le secteur de la transformation.

6.2 RISQUES ET INCERTITUDES

De par ses activités, le groupe est exposé à différentes natures de risques comme à un certain nombre d'incertitudes.

Gestion du risque matières premières et énergie

La première incertitude réside dans le prix de la matière première. Cette dernière est assumée par une politique d'achats de matières premières pâteuses très diversifiées, avec des volumes significatifs.

Sur le plan financier, les achats se font pour moitié avec des dollars USD achetés au comptant et pour moitié avec des achats à terme avec option de liquidation. Les prix de matière finissent par être répercutés dans les prix de vente en tenant compte des équilibres du marché.

En ce qui concerne l'énergie (gaz, électricité), les usines sont couvertes par des contrats long terme. Papeteries de Clairefontaine et Everbal ont adhéré à Exeltium pour 7,5 Mw de capacité, ce qui permettra l'accès à un coût énergétique à de meilleures conditions de marché.

Par ailleurs, chez Papeteries de Clairefontaine, un projet de construction d'une unité biomasse a été agréé dans le cadre de CRE3, celle d'Everbal étant opérationnelle depuis début 2009. Des projets sont également à l'étude à Papeterie de Mandeure.

Nos allocations de quotas de CO₂ apparaissent suffisantes et la bonne gestion technique des sites devrait permettre de dégager des quotas excédentaires.

Pour favoriser leur commercialité, les usines sont certifiées ISO 9000 et 14001. Elles utilisent exclusivement des matières premières certifiées FSC ou PEFC en fonction des nécessités commerciales.

Gestion du risque financier

Risque financier : d'une façon générale, le groupe écarte toutes opérations de montages financiers à caractère complexe. Le groupe assure ses financements court terme par l'émission de billets de trésorerie, l'utilisation de crédits spots ou de lignes de tirage.

Risque de change : le groupe exerce ses activités à l'international mais se trouve peu exposé du fait d'une politique extrêmement prudente. Dans le cadre de la politique d'achat de matière première, le groupe couvre environ 50 % du montant des transactions futures anticipées dans chaque devise sur les trois mois à venir.

Risque de taux d'intérêt : le risque auquel le groupe est exposé provient des emprunts. Les emprunts initialement émis à taux variable exposent le groupe au risque de variation des flux de trésorerie. Les emprunts initialement émis à taux fixe exposent le groupe au risque de variation de prix sur taux d'intérêt. Le groupe adapte ses décisions de couverture de taux en fonction de l'évolution des taux d'intérêt et de ses encours de financement.

Risque de crédit : le groupe ne présente pas de concentration importante de risque de crédit. Le groupe négocie de façon trisannuelle une ligne de tirage de crédit moyen terme. Cette ligne s'élève à 155 000 K€ et est utilisée à hauteur de 28 700 K€ au 30 juin 2010. Cette ligne de tirage couvre par ailleurs le risque de liquidité éventuel.

Exacompta Clairefontaine S.A.

Comptes consolidés au
30 juin 2010

Comptes consolidés semestriels

- Etats financiers consolidés 11
- Notes annexes aux comptes consolidés semestriels 27

Bilan consolidé

en K€	30/06/2010	31/12/2009	Notes
ACTIFS NON COURANTS	239 914	234 750	
Immobilisations incorporelles	13 090	12 852	(2.1.4)
Immobilisations incorporelles – Goodwills	11 878	12 378	(2.1.4)
Immobilisations corporelles	210 650	206 714	(2.1.5)
Actifs financiers	3 917	2 437	(2.1.6)
Impôts différés	379	369	(2.4)
ACTIFS COURANTS	354 806	306 506	
Stocks	160 908	138 497	(2.2.1)
Créances clients et autres créances	155 919	120 151	(2.2.2)
Acomptes versés	1 593	1 288	
Créances d'impôt	1 187	234	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	35 199	46 336	(2.2.3)
TOTAL DES ACTIFS	594 720	541 256	

CAPITAUX PROPRES	363 286	362 141	
Capital	4 526	4 526	
Réserves liées au capital	249 403	235 604	
Réserves consolidées	107 728	119 105	
Ecart de conversion	-444	-1 603	
Résultat - part du groupe	2 022	4 458	
Capitaux propres – part du groupe	363 235	362 090	
Intérêts minoritaires	51	51	
DETTES NON COURANTES	84 580	72 432	
Dettes portant intérêt	42 813	31 161	(2.6)
Impôts différés	28 400	28 146	(2.4)
Provisions	13 367	13 125	(2.5)
DETTES COURANTES	146 854	106 683	
Dettes fournisseurs	56 638	44 388	
Partie à court terme des dettes portant intérêt	29 134	7 972	(2.6)
Provisions	2 268	2 525	(2.5)
Dettes d'impôt		3 940	
Autres dettes	58 814	47 858	(2.8)
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS	594 720	541 256	

Compte de résultat consolidé

en K€	30/06/2010	30/06/2009	Notes
Produits des activités ordinaires	262 044	261 147	
- Ventes de produits	259 173	257 308	
- Ventes de services	2 871	3 839	
Autres produits opérationnels	6 816	4 870	
- Reprises d'amortissements	333	417	(2.1.4, 2.1.5)
- Subventions	35	12	
- Autres produits	6 448	4 441	
Variation de stocks de produits finis et de travaux en-cours	17 992	11 746	(2.2.1)
Production immobilisée	288	289	
Marchandises et matières consommées	-140 420	-129 112	(2.2.1)
Charges externes	-44 085	-44 198	
Frais de personnel	-74 766	-76 404	(2.11)
Impôts et taxes	-5 875	-7 276	
Dotations aux amortissements	-12 353	-12 401	(2.1.4, 2.1.5)
Autres charges opérationnelles	-6 436	-5 400	
RESULTAT OPERATIONNEL – avant dépréciation des goodwills	3 205	3 261	
Dépréciation des goodwills	-500	-1 000	(2.1.4, 2.1.1)
RESULTAT OPERATIONNEL – après dépréciation des goodwills	2 705	2 261	
Produits financier	3 005	2 395	
Charges financières	-2 032	-3 183	
Résultat financier	973	-788	(2.12)
Charges d'impôt sur le résultat	-1 656	-2 681	(2.4, 2.10)
Résultat après impôts	2 022	-1 208	
Résultat net – part des minoritaires	-	-2	
Résultat net - part du Groupe	2 022	-1 206	
Résultat de la période	2 022	-1 206	
Nombre d'actions	1 131 480	1 131 480	(2.3)
RESULTAT (de base & dilué) PAR ACTION	1.79	-1.07	

Etat du résultat global

en K€	30/06/2010	30/06/2009
Résultat net de la période	2 022	-1 208
Ecarts résultant de la conversion des états financiers d'entités étrangères	1 160	498
Perte sur rachat d'intérêts minoritaires	-	-171
Résultat global total	3 182	-881
Attribuable :		
- aux minoritaires	-	151
- au Groupe	3 182	-1 032

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

en K€	Capitaux propres – Part du Groupe	Capitaux propres – Part des minoritaires	Total des capitaux propres
Solde au 31/12/2008	359 509	-86	359 423
Écarts de conversion	469	2	471
Cession de titres au Groupe – reclassement d'intérêts minoritaires	-319	150	-169
Autres variations			
Total des opérations n'affectant pas le résultat	150	152	302
Résultat de l'exercice	4 458	-5	4 453
Dividendes	-2 027	-10	-2 037
Solde au 31/12/2009	362 090	51	362 141
Écarts de conversion	1 160		1 160
Autres variations			
Total des opérations n'affectant pas le résultat	1 160	–	1 160
Résultat de l'exercice	2 022		2 022
Dividendes *	-2 037		-2 037
Solde au 30/06/2010	363 235	51	363 286

* Soit 1,80€par action.

Tableau des flux de trésorerie consolidés

La trésorerie d'ouverture et de clôture au tableau des flux de trésorerie se détermine de la manière suivante :

en K€	30/06/2010	31/12/2009	Notes
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'actif	35 199	46 336	(actif)
Découverts bancaires remboursables à vue	-28 941	-7 354	(2.6)
Intérêts courus des dettes financières	-12		(2.6)
Trésorerie au tableau de variation des flux de trésorerie	6 246	38 982	

Le rapprochement avec la « Partie à court terme des dettes portant intérêt » inscrite au passif est présenté en note 2.6.

Variation des flux de trésorerie

en K€	30/06/2010	31/12/2009	Notes
Résultat net de l'ensemble consolidé	2 022	4 453	
Elimination des charges et produits d'exploitation sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
• Amortissements et provisions	11 668	29 817	(2.1.4 à 2.1.6, 2.5)
• Variation des impôts différés	254	27	(2.4)
• Plus values de cession, nettes d'impôt	-274	50	
• Ecart de conversion	1 160	471	
• Autres	-	-169	
<i>Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées</i>	<i>14 830</i>	<i>34 649</i>	
• Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-35 289	40 420	Bilan
• Variation liée à l'impôt sur les bénéfices	-11 205	9 757	
• Impôt sur les bénéfices décaissé	6 312	-2 568	
(1) Flux net de trésorerie générés par l'activité	-25 352	82 258	
• Acquisitions d'immobilisations	-20 089	-29 033	(2.1.4 à 2.1.6)
• Cessions d'immobilisations	3 526	5 094	
• Incidence des variations de périmètre - acquisitions	-	-607	
• Incidence des variations de périmètre - cessions	-	617	
(2) Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-16 563	-23 929	
• Dividendes versés	-8 588	-20 812	(Variation des capitaux propres)
• Dividendes reçus	6 551	18 775	
• Augmentation de capital	-	-	
• Emprunts souscrits	29 348	3 955	
• Remboursements d'emprunts	-17 640	-35 041	
• Intérêts payés	-648	-955	
• Intérêts reçus	156	193	
(3) Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	9 179	-33 885	
(1+2+3) Total des flux de trésorerie	-32 736	24 444	
Trésorerie d'ouverture	38 982	14 538	
Trésorerie de clôture	6 246	38 982	
Variation de trésorerie	-32 736	24 444	

Présentation des états financiers consolidés

1- Principes généraux – déclaration de conformité

Les comptes consolidés du Groupe EXACOMPTA CLAIREFONTAINE sont établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

Les états financiers consolidés intermédiaires du Groupe Exacompta Clairefontaine ont été préparés en conformité avec la norme internationale d'information financière IAS 34 *Information financière intermédiaire*. Le Groupe a choisi de présenter des états financiers intermédiaires complets.

Les états financiers consolidés du Groupe Exacompta Clairefontaine ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 31 août 2010.

2- Adoption des normes internationales

➤ Normes et amendements d'application obligatoire en 2010 :

- ✘ IFRS 3 révisée – *Regroupements d'entreprises*
- ✘ IAS 27 révisée – *Etats financiers consolidés et individuels*
- ✘ Amendement IFRS 2 – *Transactions intra-groupe dont le paiement est fondé sur des actions et réglées en trésorerie*
- ✘ Amendement IAS 39 – *Eléments éligibles à la couverture*
- ✘ Améliorations aux normes internationales d'information financière – *Règlement CE n°243/2010 du 23 mars 2010*

L'application de ces normes et amendements aux comptes consolidés établis au 30 juin 2010 n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers du Groupe.

➤ Amendement d'application optionnelle en 2010 adopté par l'Union Européenne

- ✘ Amendement IAS 32 – *Classement des émissions de droits*

Le Groupe n'a anticipé l'application d'aucune norme, amendement ou interprétation.

Les incidences de ce nouveau texte sont en cours d'évaluation. Cependant, aucun impact significatif sur les états financiers n'est attendu.

➤ Normes non encore adoptées par l'Union Européenne

- ✘ IAS 24 révisée – *Information relative aux parties liées*
- ✘ IFRS 9 – *Instruments financiers*

L'IASB, au cours de sa réunion des 23 et 24 juin 2005, a retiré l'interprétation IFRIC 3 relative au traitement comptable des droits d'émission des gaz à effet de serre. En conséquence, le traitement comptable appliqué est décrit dans la note 8. Ce traitement est provisoire dans l'attente d'une position définitive de l'IASB.

3- Bases de préparation des états financiers

Les états financiers sont présentés en euros arrondis au millier d'euros le plus proche. Ils sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des instruments financiers évalués à leur juste valeur.

La préparation des états financiers selon les normes IFRS nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes les périodes ultérieures affectées.

Les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés. Elles ont été appliquées d'une manière uniforme à l'ensemble des entités du Groupe Exacompta Clairefontaine.

4- Consolidation des filiales

Les états financiers consolidés incluent les états financiers de la société mère, Exacompta Clairefontaine, ainsi que ceux des entités contrôlées par la mère (« les filiales »).

Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu et jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Les soldes de bilan, les pertes et gains latents, les produits et les charges résultant des transactions intra-groupe sont éliminés lors de la consolidation.

Les gains latents découlant des transactions avec les entreprises associées sont éliminés à concurrence des parts d'intérêt du Groupe.

Les pertes latentes sont éliminées de la même manière, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives d'une perte de valeur.

5- Monnaies étrangères

Les états financiers individuels de chacune des entités du Groupe sont présentés dans la monnaie de l'environnement économique dans lequel elle opère. Pour les besoins des états financiers consolidés, le résultat et la situation financière de chaque entité sont exprimés en Euros, qui est la monnaie fonctionnelle de la société Exacompta Clairefontaine et la monnaie de présentation des états financiers consolidés.

Les transactions en monnaie étrangère sont enregistrées en appliquant le cours de change en vigueur à la date de transaction.

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère à la date de clôture sont convertis en euros en utilisant le cours de change à cette date. Les écarts de change résultant de la conversion sont comptabilisés au résultat financier selon le cas en produits ou en charges.

Pour chaque entité individuelle exerçant son activité à l'étranger, les actifs et les passifs sont convertis en euros aux cours de change en vigueur à la date de clôture. Les produits et charges sont convertis aux cours de change moyens de l'exercice, ce qui représente une approximation suffisante des cours aux dates de transaction, en l'absence de fluctuations significatives. Les écarts de change résultant de la conversion sont comptabilisés en écart de conversion, en tant que composante distincte des capitaux propres.

6- Regroupements d'entreprises

Les acquisitions de filiales sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition conformément à IFRS 3 révisée. A la date d'acquisition correspondant à la date de prise de contrôle de l'entreprise, il est procédé à l'évaluation des actifs identifiables acquis et des passifs repris à leur juste valeur.

Le goodwill acquis lors d'un regroupement d'entreprises est comptabilisé en tant qu'actif, et évalué comme étant l'excédent $[a - b]$ entre :

- a) le total constitué de la contrepartie transférée, du montant de la participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise et, dans un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, la juste valeur à la date d'acquisition de la participation précédemment détenue
- b) le solde net des montants, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris

Dans le cas d'un regroupement d'entreprises réalisé à des conditions avantageuses, l'acquéreur comptabilise le profit correspondant en résultat à la date d'acquisition.

Un regroupement d'entreprises impliquant des entités sous contrôle commun est un regroupement dans lequel la totalité des entités ou des activités se regroupant sont contrôlées in fine par la même partie, tant avant qu'après le regroupement d'entreprises, et ce contrôle n'est pas temporaire.

En l'absence de dispositions spécifiques dans les normes, le Groupe applique la méthode de la valeur comptable à l'ensemble des opérations impliquant les entités sous contrôle commun.

7- Immobilisations corporelles

Les terrains et constructions détenus par le Groupe sont destinés à être utilisés dans la production ou la fourniture de biens et services ou à des fins administratives.

Le Groupe ne détient pas de bien immobilier significatif entrant dans la catégorie des immeubles de placement. Les installations industrielles et autres équipements sont des actifs détenus dans le cadre des activités de production ou de fourniture de biens et services.

L'ensemble des immobilisations corporelles dont le Groupe est propriétaire est inscrit au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles en cours de construction sont des actifs destinés à la production comptabilisés au coût diminué de toute perte de valeur identifiée.

Lorsque des composants des immobilisations corporelles ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés en tant qu'immobilisation corporelle distincte.

Tous les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

Les contrats de location qui ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif sont classés en tant que contrats de location-financement.

Les actifs correspondants sont comptabilisés dans les immobilisations à leur juste valeur ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimums au titre de la location diminuée du cumul des amortissements et des pertes de valeur, en contrepartie d'une dette financière.

Les paiements minimaux au titre de ces contrats sont ventilés entre charge financière et amortissement de la dette. La charge financière est affectée à chaque période couverte par le contrat de location financement, de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde de la dette financière restant due au passif.

Ces actifs loués sont amortis sur leur durée d'utilité attendue, sur la même base que les actifs détenus.

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire et aucune valeur résiduelle n'est retenue. Il est déterminé en fonction de la durée d'utilité estimée pour chaque composant d'une immobilisation corporelle sur les bases suivantes et par an :

- Terrains	non amortis
- Constructions	25 à 40 ans
- Agencements et aménagements	10 à 20 ans
- Installations techniques et équipements	10 à 20 ans
- Autres matériels de bureau et informatique	3 à 10 ans

La durée d'utilité des principales immobilisations corporelles fait l'objet d'une revue lors de chaque arrêté. Le cas échéant, la modification de la durée d'utilité est comptabilisée de manière prospective comme un changement d'estimation comptable.

8- Immobilisations incorporelles

Frais de recherche et développement

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Les dépenses de développement sont comptabilisées en tant qu'immobilisation si les coûts peuvent être mesurés de façon fiable et si le Groupe peut démontrer la faisabilité technique et commerciale du produit ou du procédé, l'existence d'avantages économiques futurs probables et son intention ainsi que la disponibilité de ressources suffisantes pour achever le développement et utiliser ou vendre l'actif.

Lorsque les principes pour la comptabilisation à l'actif de dépenses de développement ne sont pas satisfaits, elles sont comptabilisées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

L'examen des coûts exposés a conduit le Groupe à ne pas activer de dépenses de développement.

Droits d'émission de gaz à effet de serre

Les filiales papetières du Groupe exercent une activité soumise à la réglementation de l'ordonnance n°2004-330 du 15 avril 2004 portant transposition en droit français, dans le code de l'environnement, de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil établissant un système d'échange de quotas de gaz à effet de serre, adoptée le 13 octobre 2003.

Un quota est une unité de compte représentative de l'émission d'une tonne de dioxyde de carbone faisant l'objet d'un titre émis par l'Etat, valable pour une durée spécifiée.

L'Etat alloue aux exploitants, pour chaque installation autorisée, un certain nombre de quotas. La quantité totale de dioxyde de carbone émise par chaque installation au cours d'une année civile est mesurée ou calculée et exprimée en tonnes de dioxyde de carbone.

L'exploitant est tenu de restituer chaque année à l'Etat un nombre de quotas égal au total de ses émissions au cours de l'année civile écoulée.

Les quotas alloués par l'Etat le sont à titre gratuit dans le cadre d'un plan national couvrant actuellement la période du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2012.

Les quotas sont des biens meubles exclusivement matérialisés par une inscription au compte de leur propriétaire dans le registre national français. Ils sont négociables, transmissibles par virement de compte à compte et confèrent des droits identiques à leurs détenteurs.

Bien que n'augmentant pas directement les avantages économiques futurs se rattachant à un actif existant, les quotas d'émission sont nécessaires pour que les filiales puissent obtenir les avantages économiques futurs de leurs autres actifs. Ils sont donc comptabilisés à l'actif en tant qu'immobilisation incorporelle.

L'obligation de restitution à l'Etat des émissions de gaz constatées au cours de la période donne lieu à la constatation d'un passif par la contrepartie d'une charge.

Les quotas d'émission de gaz à effet de serre sont comptabilisés à la valeur constatée sur le marché d'échange à la date de leur réception, majoré le cas échéant de la valeur des quotas acquis sur le marché.

Le passif correspondant aux quotas d'émission à restituer est évalué sur la base de la valeur d'entrée des quotas alloués, majoré le cas échéant de la valeur des quotas acquis sur le marché.

Dans le cas de quotas acquis et excédentaires à la clôture, un test de dépréciation est effectué consistant à comparer leur valeur comptable à la valeur sur le marché d'échange à la clôture de l'exercice.

Les quotas délivrés gratuitement par l'Etat ne sont pas soumis à dépréciation.

Goodwills

Les goodwills résultent de l'acquisition des filiales.

S'agissant des acquisitions d'entreprises antérieures au 1^{er} janvier 2003, le goodwill est maintenu à son coût présumé que représente le montant comptabilisé selon le référentiel comptable précédent.

Pour les acquisitions postérieures à cette date, le goodwill représente la différence entre le coût d'acquisition et la juste valeur des actifs nets diminués des passifs éventuels identifiables.

Suite à l'application de la norme IFRS 3 révisée – *Regroupements d'entreprises* à compter du 1^{er} janvier 2010, le goodwill est déterminé selon les principes exposés au paragraphe 6 ci-avant. Les goodwills antérieurement comptabilisés ne sont pas ajustés.

Le goodwill est évalué à son coût, diminué du cumul des pertes de valeur.

Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill est affecté à des unités génératrices de trésorerie faisant l'objet d'un test de dépréciation annuel, ainsi qu'à chaque arrêté s'il y a une indication que l'unité peut s'être dépréciée.

Les unités génératrices de trésorerie ont été déterminées au niveau des entités porteuses de goodwill. Ces unités génératrices de trésorerie sont largement indépendantes du Groupe consolidé, et leur taille est inférieure aux segments opérationnels tels que définis par la norme IFRS 8 *Secteurs opérationnels*.

Chaque année des tests de valeur sont réalisés sur l'ensemble des goodwills selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie futurs. Les flux de trésorerie futurs sont déterminés sur une durée moyenne de 5 ans, ils sont actualisés au taux de 8 % et tiennent compte d'une valeur terminale.

Si la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie est inférieure à la valeur comptable de l'unité, la perte de valeur est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'unité génératrice de trésorerie puis aux autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chaque actif dans l'unité.

Une perte de valeur pour un goodwill comptabilisée au compte de résultat n'est pas reprise lors d'une période ultérieure.

Marques

Les marques sont inscrites en tant qu'actifs incorporels et comptabilisées à leur juste valeur déterminée à la date d'acquisition. En l'absence de limite prévisible à leur capacité de générer des flux nets de trésorerie, la durée d'utilité des marques exploitées par le Groupe est considérée comme indéfinie.

Elles ne sont pas amorties, mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel ainsi qu'à chaque arrêté s'il existe un indice de perte de valeur. La valeur recouvrable est déterminée sur la base des flux de trésorerie attendus actualisés au taux de 8 %.

Les dépenses portant sur des marques générées en interne sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles qui ont été acquises par le Groupe sont comptabilisées à leur coût diminué des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée sur les bases suivantes et par an :

- | | |
|--|------------|
| - Brevets, licences et logiciels | 3 à 8 ans |
| - Autres immobilisations incorporelles | 5 à 10 ans |

9- Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles (hors goodwill et marques)

A chaque clôture, le Groupe passe en revue les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant qu'un actif a subi une perte de valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer la perte de valeur éventuelle.

Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer le montant recouvrable d'un actif isolé, le Groupe détermine la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

La valeur recouvrable d'un actif correspond à la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est estimée suivant la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie futurs. Si la valeur recouvrable est estimée comme étant inférieure à la valeur comptable, une perte de valeur est immédiatement enregistrée dans les charges au compte de résultat.

Une perte de valeur comptabilisée pour un actif lors d'un exercice antérieur peut être reprise s'il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable.

Cependant, cette valeur comptable augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée. La reprise d'une perte de valeur est comptabilisée au compte de résultat.

10- Actifs financiers

Les titres de participation non consolidés sont classés en actifs disponibles à la vente évalués en juste valeur, les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres.

Si la juste valeur ne peut être estimée de façon fiable, les participations restent évaluées au coût d'acquisition. Dans le cas d'une dépréciation, la perte de valeur est enregistrée au compte de résultat.

Les créances rattachées aux participations et autres immobilisations financières sont évaluées en juste valeur lors de la comptabilisation initiale et au coût amorti lors des évaluations ultérieures.

11- Créances clients et autres créances

Les créances clients et autres créances sont classées dans la catégorie IAS 39 des prêts et créances. Elles sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale et au coût amorti lors des évaluations ultérieures. Des pertes de valeur sont comptabilisées au compte de résultat lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable.

12- Stocks

Les stocks sont inscrits au plus faible du coût et de leur valeur nette de réalisation. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Le coût comprend les coûts directs de matière première et les coûts directs de main d'œuvre ainsi que les frais généraux directement attribuables, encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent. En général, le coût est calculé en utilisant la méthode du coût moyen pondéré.

13- Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds de caisse, les soldes bancaires ainsi que les placements à court terme dans des instruments du marché monétaire. Ces placements sont convertibles en un montant de trésorerie connu sous un délai maximal de mobilisation de un mois et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Les valeurs mobilières de placement sont classées dans la catégorie des actifs disponibles à la vente.

Les découverts bancaires remboursables à vue et la part à court terme des comptes courants qui font partie intégrante de la gestion de la trésorerie du Groupe constituent une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau des flux de trésorerie.

14- Instruments financiers dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir son exposition aux risques de taux d'intérêt résultant de ses activités opérationnelles, financières et d'investissement. Conformément à sa politique de gestion de trésorerie, le Groupe ne détient, ni n'émet des instruments financiers dérivés à des fins de transactions.

Le Groupe n'applique pas la comptabilité dérogatoire de couverture (couverture de flux de trésorerie et couverture de juste valeur). Les instruments financiers dérivés sont classés dans la catégorie des actifs et passifs financiers évalués en juste valeur par le résultat. Le profit ou la perte résultant des évaluations successives à la juste valeur est comptabilisé immédiatement en résultat.

La juste valeur des swaps, cap et floor de taux d'intérêt est le montant estimé que le Groupe recevrait ou réglerait pour résilier les instruments à la date de clôture.

15- Dettes portant intérêt

Tous les instruments financiers sont évalués initialement à leur juste valeur et au coût amorti lors des évaluations ultérieures.

Les coûts de transaction sont inclus dans l'évaluation initiale des instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur par le résultat. Les coûts de transaction sont les coûts marginaux directement imputables à l'acquisition ou à l'émission d'un instrument financier et n'incluent pas les coûts internes d'administration.

Tous les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus.

16- Avantages du personnel

Régimes à cotisations définies

Les paiements à un régime à cotisations définies sont comptabilisés en charges lorsqu'elles sont encourues.

Provisions pour indemnités de départ en retraite

L'obligation nette du Groupe au titre de régimes à prestations définies est évaluée séparément pour chaque régime en estimant le montant des avantages futurs acquis par le personnel en échange des services rendus au cours de la période présente et des périodes antérieures.

Ce montant est actualisé pour déterminer sa valeur actuelle, et minoré de la juste valeur des actifs du régime. Le taux d'actualisation est déterminé par référence au taux de marché des OAT à la date de clôture fondé sur les obligations d'entreprises de première catégorie. Les calculs sont effectués selon la méthode des unités de crédit projetées. L'ensemble des écarts actuariels est comptabilisé immédiatement en charges de la période.

17- Provisions

Une provision est comptabilisée au bilan lorsque le Groupe a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé et lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque l'opération a été approuvée par le Groupe et a fait l'objet d'une communication.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation, et est actualisé lorsque l'effet est significatif.

18- Produits

Produits des activités ordinaires

Les ventes de produits et de services sont évaluées à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des remises commerciales et des taxes relatives aux ventes.

Les ventes de biens sont comptabilisées dans le compte de résultat lors de la livraison des biens et du transfert de la propriété à l'acheteur qui en supporte les risques et les avantages.

Les produits provenant des prestations de services sont comptabilisés dans le compte de résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation à la date de clôture, évalué par référence aux travaux effectués.

Subventions publiques

Les subventions publiques qui compensent des charges encourues par le Groupe sont comptabilisées de façon systématique en tant que produits dans le compte de résultat de la période au cours de laquelle les charges ont été encourues.

Les subventions qui couvrent en totalité ou partiellement le coût d'un actif sont déduites de cet actif pour constituer son coût de revient.

La subvention est comptabilisée en produits sur la durée d'utilité de l'actif amortissable par l'intermédiaire d'une réduction de la charge d'amortissement.

19- Charges

Paiements au titre de contrats de location simple

Les paiements au titre d'un contrat de location simple sont comptabilisés en charges sur une base linéaire sur la durée du contrat.

Les avantages reçus ou à recevoir pour le locataire sont comptabilisés en résultat selon la même règle d'étalement sur la durée du contrat.

Résultat financier

Le résultat financier net comprend les intérêts à payer sur les emprunts et les passifs de trésorerie, les intérêts à recevoir sur les placements, les profits et pertes de change et les profits et pertes sur les instruments financiers qui sont comptabilisés dans le compte de résultat.

20- Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat comprend la charge ou le produit d'impôt exigible et la charge ou le produit d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres, auquel cas il est également comptabilisé en capitaux propres.

L'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période et de tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes. Il est déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture

L'impôt différé est déterminé selon l'approche bilantielle de la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales, en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'impôt différé :

- Le goodwill non déductible fiscalement ;
- La comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif qui n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable (sauf dans le cas d'un regroupement d'entreprises).

Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels cet actif pourra être imputé. Les actifs d'impôt différé sont réduits dans la mesure où il n'est plus désormais probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles, et lorsqu'ils concernent des impôts sur le résultat prélevés par une même autorité fiscale et que le Groupe a l'intention de les régler sur la base de leur montant net.

21- Gestion du risque financier

D'une façon générale, le Groupe Exacompta Clairefontaine écarte toute opération financière à caractère complexe. Il reste cependant exposé à certains risques liés à l'utilisation d'instruments financiers dans le cadre de ses activités.

La gestion du risque est assurée par les unités opérationnelles dans le respect de la politique définie au niveau de la Direction générale.

Risques de marché

L'exposition aux risques de marché consiste essentiellement au risque de change et au risque de taux d'intérêt.

□ Risque de change

Le Groupe exerce ses activités à l'international mais se trouve peu exposé au risque de change en raison de l'implantation locale de ses principales filiales. Les risques liés aux transactions commerciales, libellées dans une monnaie autre que les monnaies fonctionnelles respectives des entités du Groupe, concernent principalement les achats de matières premières.

Pour gérer ce risque de change, le Groupe couvre environ 50% des transactions futures anticipées dans chaque devise importante sur les trois mois à venir par des contrats d'options. Les variations de taux de change n'ont aucun impact significatif sur le compte de résultat ou les capitaux propres au 30 juin 2010.

□ Risque de taux d'intérêt

Le risque auquel le groupe est exposé provient des emprunts. Les emprunts initialement émis à taux variable exposent le Groupe au risque de variation des flux de trésorerie. Il adapte ses décisions de couverture de taux en fonction de l'évolution des taux d'intérêt et de ses encours de financement. A cette fin, des swaps de taux d'intérêt sont contractés.

Risque de liquidité

L'approche du Groupe pour gérer ce risque est de s'assurer qu'il disposera toujours de liquidités suffisantes pour honorer ses passifs, lorsqu'ils arriveront à échéance, sans encourir de pertes inacceptables ni porter atteinte à sa réputation.

A cet effet, des financements à court terme (échéances de moins d'un an) sont mis en place pouvant être assurés par des billets de trésorerie ou des crédits spot rémunérés à taux fixe. Le Groupe dispose par ailleurs d'une ligne de tirage, couvrant les échéances moyen et long terme.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

□ Créances clients et autres débiteurs

La concentration du risque de crédit n'est pas significative, il est réparti sur un grand nombre de clients. Le risque de défaillance par secteur d'activité et pays dans lequel les clients exercent leur activité est sans influence significative sur le risque de crédit.

Le Groupe a mis en place des outils de suivi des encours lui permettant de s'assurer que ses clients ont un historique de risque de crédit approprié. Les clients qui ne satisfont pas aux exigences en matière de solvabilité ne peuvent conclure des transactions avec le groupe que dans le cadre de paiements d'avance. Au surplus, le risque de crédit est limité par la souscription de contrats d'assurance-crédit.

Le Groupe détermine un niveau de dépréciation qui représente son estimation des pertes encourues relatives aux créances clients et autres débiteurs. Les pertes de valeur correspondent à des pertes spécifiques liées aux risques individualisés.

Les montants présentés au bilan sont nets des pertes de valeur comptabilisées.

□ Placements

Le Groupe limite son exposition au risque de crédit sur les placements, dépôts à court terme et autres instruments de trésorerie en souscrivant uniquement dans des titres liquides.

Les contreparties étant des banques de premier ordre, le Groupe ne s'attend pas à ce que certaines fassent défaut.

22- Information sectorielle

Basés sur l'organisation interne du Groupe, les segments opérationnels pour l'information financière sont définis par pôle de métier.

Les activités principales par pôle de métier sont les suivantes :

- Papier : production, finition et mise en format de papier
- Transformation : façonnage d'articles de papeterie, de bureau et de classement

Les opérations entre les différents pôles de métier sont réalisées à des conditions de marché.

Une information sectorielle par zone géographique est également présentée, ventilée pour le chiffre d'affaires par zone de commercialisation à la clientèle et pour les autres informations par zone d'implantation des entités consolidées.

Notes annexes aux comptes consolidés

1. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Toutes les sociétés sont consolidées au 30 juin 2010 suivant la méthode de l'intégration globale (I.G.).

Nom	Adresse	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation	N° de SIREN
EXACOMPTA CLAIREFONTAINE	88480 ETIVAL CLAIREFONTAINE			Société mère	505 780 296
A.B.L.	132, Quai de Jemmapes 75010 PARIS	100	100	I.G.	622 033 124
A.F.A.	132, Quai de Jemmapes 75010 PARIS	100	100	I.G.	582 090 452
BRAUSE Produktion I.L.	Heckenkamp 30 D – 58640 ISERLOHN	100	100	I.G.	
BRAUSE GmbH	D – 51149 KÖLN	100	100	I.G.	
BRAUSE Produktion	D – 51149 KÖLN	100	100	I.G.	
CARTOREL	358, Avenue de Paris 79025 NIORT	100	100	I.G.	025 770 470
CFR Ile Napoléon	RD 52 68490 OTTMARSHEIM	100	100	I.G.	439 721 697
CHÂTELLES TRANSFORMATION	Route des Châtelles 88110 RAON L'ETAPE	100	100	I.G.	492 300 561
PAPETERIES DE CLAIREFONTAINE	88480 ETIVAL CLAIREFONTAINE	100	100	I.G.	402 965 297
CLAIREFONTAINE RHODIA	RD 52 68490 OTTMARSHEIM	100	100	I.G.	339 956 781
CLAIRCELL	ZI – rue de Chartres 28160 BROU	100	100	I.G.	432 357 358
CLAIR MAROC	3, rue Kassar Maarif 20100 MAARIF – CASABLANCA	100	100	I.G.	
EXACLAI POLSKA	Ul lesnà 23 – Kotowice PL – 55-011 SIECHNICE	100	100	I.G.	
COGIR	10, rue Beauregard 37110 CHATEAU RENAULT	100	100	I.G.	885 783 159
REGISTRES LE DAUPHIN	27, rue Georges Sand 38500 VOIRON	100	100	I.G.	055 500 953
DECOPATCH	6, rue Henri Becquerel 69740 GENAS	100	100	I.G.	400 210 449

EVERBAL	2, Route d'Avaux 02190 EVERGNICOURT	100	100	I.G.	542 091 194
EXACLAIR BARCELONE	E – 08110 MONTCADA Y REIXAC	100	100	I.G.	
EXACLAIR BRUXELLES	249, Boulevard de l'Humanité B – 1620 DROGENBOS	100	100	I.G.	
EXACOMPTA	138, Quai de Jemmapes 75010 PARIS	100	100	I.G.	702 047 564
EXACLAIR IRLANDE	9, Cedar Drive – Millfarm DUNBOYNE	100	100	I.G.	
EXACLAIR NEW YORK	143 west, 29th street USA – NEW YORK	100	100	I.G.	
FACIMPRIM	15, rue des Ecluses Saint Martin 75020 PARIS	100	100	I.G.	702 027 665
GRAFOCARTE	125, rue Jean Jacques Rousseau 92130 ISSY LES MOULINEAUX	100	100	I.G.	342 163 532
IMPRIMERIE GIRAULT MORIN	138, Quai de Jemmapes 75010 PARIS	100	100	I.G.	312 058 100
INTERVAL EDITIONS	3, rue Fortia 13001 MARSEILLE	100	100	I.G.	438 399 685
KERLUDE	Pen A Hoat 22780 LOGUIVY PLOUGRAS	100	100	I.G.	437 350 416
KOHLER	D – 51149 KÖLN	100	100	I.G.	
LALO	138, Quai de Jemmapes 75010 PARIS	100	100	I.G.	572 016 814
CALENDRIERS LAVIGNE	125, rue Jean Jacques Rousseau 92130 ISSY LES MOULINEAUX	100	100	I.G.	652 000 498
MAILDOR PRODUCTION	Zone Industrielle 76220 GOURNAY EN BRAY	100	100	I.G.	562 078 519
MAKANE BOUSKOURA	ZI Ouled Saleh – lot I 320 20180 BOUSKOURA	100	100	I.G.	
PAPETERIE DE MANDEURE	14, rue de la Papeterie 25350 MANDEURE	100	100	I.G.	339 310 807
MANUCLASS	ZI d'Etriché 49500 SEGRE	100	100	I.G.	318 110 665
ERNST STADELMANN	Bahnhofstrasse 8 A – 4070 EFERDING	99	99	I.G.	
PELISSIER MI	ZI – rue de Chartres 28160 BROU	100	100	I.G.	490 846 763
PUBLIDAY MULTIDIA	3, rue Assaad Ibnou Zarara 20100 MAARIF - CASABLANCA	100	100	I.G.	
EDITIONS QUO VADIS	14, rue du Nouveau Bêle 44470 CARQUEFOU	100	100	I.G.	054 807 748
QUO VADIS International Ltd	1055, rue Begin – Ville Saint Laurent QUEBEC H4R 1V8	100	100	I.G.	
QUO VADIS Italia Srl	19 via Roberto Lepetit I – 20124 MILANO	100	100	I.G.	

QUO VADIS Japon Co Ltd	Sangenjaya Combox 4F 1-32-3 Kamjuma Setagaya-Ku, TOKYO	100	100	I.G.	
QUO VADIS Polonia Spzoo	Ul Oeniadeckich 18 60-773 POZNAN	100	100	I.G.	
QUO VADIS Editions Inc	120, Elmview Avenue HAMBURG, NY 14075-3770	100	100	I.G.	
IMPRIMERIE RAYNARD	6, rue de la Peltière – 35130 LA GUERCHE DE BRETAGNE	100	100	I.G.	659 200 786
CLAIREFONTAINE RHODIA Ltd	Crest House, 7 Highfield Road Edgbaston, BIRMINGHAM	100	100	I.G.	
RODECO	D – 51149 KOLN	100	100	I.G.	
ROLFAX	ZI route de Montdidier 60120 BRETEUIL	100	100	I.G.	432 030 088
SCHUT	Kabeljauw 2 NL – 6866 HEELSUM	100	100	I.G.	
SILL	Rue du Moulin 62570 WIZERNES	100	100	I.G.	085 650 141
SOFAC	125, rue Jean Jacques Rousseau 92130 ISSY LES MOULINEAUX	100	100	I.G.	332 346 444
TOLLIT & HARVEY Ltd	Oldmedows Road KING'S LYNN, Norfolk PE30 4LW	100	100	I.G.	

Mouvements affectant le périmètre de consolidation	
Entrées – acquisitions	Sorties
<ul style="list-style-type: none"> Néant 	<ul style="list-style-type: none"> PAPETERIES VERILHAC FRERES – Transmission universelle de patrimoine 30 juin

La sortie des Papeteries VÉRILHAC FRÈRES n'a pas d'effet sur les comptes semestriel 2010.

2. INFORMATIONS SUR LE BILAN ET LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDES

2.1 Actifs non courants

2.1.1 Immobilisations incorporelles

Droits d'émission de gaz à effet de serre

Les quotas d'émission de gaz à effet de serre sont comptabilisés à la valeur constatée sur le marché d'échange à la date de leur réception.

Le montant net des droits d'émission de gaz à effet de serre inscrit à l'actif s'élève à 1 738 K€ au 30 juin 2010.

Marques

Dans le poste « concessions, brevets, licences » figurent des marques pour un montant global de 8 930 K€

Une perte de valeur de 75 K€ a été enregistrée dans les comptes du 1^{er} semestre 2010 en application des règles et méthodes décrites au paragraphe 8 de la Présentation des états financiers consolidés.

Goodwills

Les principaux goodwills enregistrés concernent 6 filiales au 30 juin 2010.

Au compte de résultat est inscrit une dépréciation des goodwills pour un montant de 500 K€ occasionnée par une diminution de la rentabilité entraînant la révision de la capacité à générer des flux nets de trésorerie dans le secteur Transformation.

L'information sectorielle présente la répartition des goodwills par secteurs d'activités et géographiques.

2.1.2 Immobilisations corporelles

La durée d'utilité des principales immobilisations corporelles a fait l'objet d'une revue dans le Groupe. Aucune modification de durée d'utilité conduisant à un changement significatif d'estimation comptable n'a été identifiée sur la période.

Contrats de location financement agrégés dans les tableaux correspondants

en K€	30/06/2010	31/12/2009
Immobilisations corporelles	16 816	16 816
Terrains	53	53
Constructions	5 918	5 918
Installations techniques, mat et outillages industriels	10 845	10 845
Amortissements	11 982	11 565
Cumulés à l'ouverture	11 565	11 083
Dotation de la période	417	930
Cession SCI de Pen Hoat		-448
Emprunts	30	127

2.1.3 Actifs financiers

Les titres de participation non consolidés ainsi que les autres titres immobilisés sont valorisés au coût d'acquisition à défaut de juste valeur fiable. Leur évaluation tient compte de leur valeur d'utilité et de leur actif net comptable.

Les créances rattachées aux participations et les autres immobilisations financières sont évaluées au coût amorti. La juste valeur est égale à la valeur comptable.

2.1.4 Immobilisations incorporelles

Au 30 juin 2010, en K€	Goodwills	Concessions, brevets, licences et droits similaires	Autres	Total
Valeur brute à l'ouverture	17 041	21 665	1 677	40 383
Acquisitions		1 804	26	1 830
Cessions		-54	-9	-63
Variations de périmètre				
Ecart de conversion		21	49	70
Transferts et autres mouvements		-808	-96	-904
Valeur brute à la clôture	17 041	22 628	1 647	41 316
Amortissements et dépréciations à l'ouverture	4 663	9 412	1 078	15 153
Cessions		-42	-9	-51
Variations de périmètre				
Amortissements		584	106	690
Dépréciations	500			500
Reprises			-5	-5
Ecart de conversion		15	46	61
Transferts et autres mouvements				
Amortissements et dépréciations à la clôture	5 163	9 969	1 216	16 348
Valeur nette comptable à l'ouverture	12 378	12 253	599	25 230
Valeur nette comptable à la clôture	11 878	12 659	431	24 968

Au 31 décembre 2009, en K€	Goodwills	Concessions, brevets, licences et droits similaires	Autres	Total
Valeur brute à l'ouverture	16 767	22 338	1 762	40 867
Acquisitions	346	2 473	319	3 138
Cessions		-587	-355	-942
Variations de périmètre		-13	-15	-28
Ecarts de conversion		8	-10	-2
Transferts et autres mouvements	-72	-2 554	-24	-2 650
Valeur brute à la clôture	17 041	21 665	1 677	40 383
Amortissements et dépréciations à l'ouverture	2 657	8 903	1 153	12 713
Cessions		-418	-303	-721
Variations de périmètre		27	-3	24
Amortissements		925	254	1 179
Dépréciations	2 006			2 006
Reprises		-32	-15	-47
Ecarts de conversion		7	-8	-1
Transferts et autres mouvements				
Amortissements et dépréciations à la clôture	4 663	9 412	1 078	15 153
Valeur nette comptable à l'ouverture	14 110	13 435	609	28 154
Valeur nette comptable à la clôture	12 378	12 253	599	25 230

2.1.5 Immobilisations corporelles

Au 30 juin 2010, en K€	Terrains et constructions	Installations techniques et machines	Autres immos corporelles	Acomptes et immos en cours	Total
Valeur brute à l'ouverture	126 282	345 282	27 856	7 960	507 380
Acquisitions	141	2 979	789	12 027	15 936
Cessions	-2 313	-6 100	-730		-9 143
Variations de périmètre					
Ecarts de conversion	733	1 076	198		2 007
Transferts et autres mouvements	17	-1 242	173	-1 277	-2 329
Valeur brute à la clôture	124 860	341 995	28 286	18 710	513 851
Amortissements et dépréciations à l'ouverture	62 716	216 166	21 770	14	300 666
Cessions	-1 661	-5 511	-708		-7 880
Variations de périmètre					
Amortissements	2 049	8 613	1 000		11 662
Dépréciations					
Reprises		-281	-47		-328
Ecarts de conversion	240	901	170		1 311
Transferts et autres mouvements	-17	-2 190	-23		-2 230
Amortissements et dépréciations à la clôture	63 327	217 698	22 162	14	303 201
Valeur nette comptable à l'ouverture	63 566	129 116	6 086	7 946	206 714
Valeur nette comptable à la clôture	61 533	124 297	6 124	18 696	210 650

Au 31 décembre 2009, en K€	Terrains et constructions	Installations techniques et machines	Autres immos corporelles	Acomptes et immos en cours	Total
Valeur brute à l'ouverture	125 119	336 854	27 479	6 251	495 703
Acquisitions	2 926	13 800	1 288	7 846	25 860
Cessions	-1 576	-11 802	-1 006		-14 384
Variations de périmètre	-1 186	926	73		-187
Ecart de conversion	143	353	62		558
Transferts et autres mouvements	856	5 151	-40	-6 137	-170
Valeur brute à la clôture	126 282	345 282	27 856	7 960	507 380
Amortissements et dépréciations à l'ouverture	59 599	209 027	20 564	14	289 204
Cessions	-1 299	-10 547	-868		-12 714
Variations de périmètre	-272	745	70		543
Amortissements	4 661	17 364	2 037		24 062
Dépréciations					
Reprises	-8	-746	-85		-839
Ecart de conversion	35	323	52		410
Transferts et autres mouvements					
Amortissements et dépréciations à la clôture	62 716	216 166	21 770	14	300 666
Valeur nette comptable à l'ouverture	65 520	127 827	6 915	6 237	206 499
Valeur nette comptable à la clôture	63 566	129 116	6 086	7 946	206 714

2.1.6 Actifs financiers

Au 30 juin 2010, en K€	Participations non consolidées	Créances rattachées aux participations	Prêts	Autres créances	Total
Valeur brute à l'ouverture	1 368	417	1 254	1 559	4 598
Acquisitions	898		88	597	1 583
Cessions	-420				-420
Variations de périmètre					
Ecart de conversion				35	35
Transferts et autres mouvements		-417	-99	-39	-555
Valeur brute à la clôture	1 846	0	1 243	2 152	5 241
Dépréciations à l'ouverture	1 358	417	383	3	2 161
Acquisitions / cessions					
Variations de périmètre					
Dépréciations					
Reprises	-420	-417			-837
Ecart de conversion					
Transferts et autres mouvements					
Dépréciations à la clôture	938	0	383	3	1 324
Valeur nette comptable à l'ouverture	10	0	871	1 556	2 437
Valeur nette comptable à la clôture	908	0	860	2 149	3 917

Au 31 décembre 2009, en K€	Participations non consolidées	Créances rattachées aux participations	Prêts	Autres créances	Total
Valeur brute à l'ouverture	1 398	417	950	1 606	4 371
Acquisitions			135	108	243
Cessions	-145				-145
Variations de périmètre	115		380	3	498
Ecart de conversion				-8	-8
Transferts et autres mouvements			-211	-150	-361
Valeur brute à la clôture	1 368	417	1 254	1 559	4 598
Dépréciations à l'ouverture	1 388	417	8	4	1 817
Acquisitions / cessions					
Variations de périmètre					
Dépréciations	50		375	2	427
Reprises	-80			-3	-83
Ecart de conversion					
Transferts et autres mouvements					
Dépréciations à la clôture	1 358	417	383	3	2 161
Valeur nette comptable à l'ouverture	10	0	942	1 602	2 554
Valeur nette comptable à la clôture	10	0	871	1 556	2 437

Les autres créances sont principalement composées de dépôts et cautionnements qui s'élèvent à 1 800 K€ au 30 juin 2010 contre 1 239 K€ au 31 décembre 2009.

2.1.7 Tableau des échéances des autres actifs financiers

Au 30 juin 2010, en K€	- de 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	Total
Créances rattachées à des participations				-
Prêts	115	656	472	1 243
Autres immobilisations financières	1 078	9	1 065	2 152
Immobilisations et créances financières	1 193	665	1 537	3 395

Au 31 décembre 2009, en K€	- de 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	Total
Créances rattachées à des participations	417			417
Prêts	532	198	524	1 254
Autres immobilisations financières	1 123	54	382	1 559
Immobilisations et créances financières	2 072	252	906	3 230

2.2 Actifs courants

2.2.1 Stocks par nature

Au 30 juin 2010, en K€	Matières premières	En-cours	Produits intermédiaires et finis	Total
Valeur brute à l'ouverture	49 269	13 022	89 682	151 973
Variation	3 267	869	17 664	21 800
Valeur brute à la clôture	52 536	13 891	107 346	173 773
Dépréciations à l'ouverture	4 203	692	8 581	13 476
Dotations	2 404	290	3 772	6 466
Reprises	-2 752	-323	-4 027	-7 102
Ecarts de conversion et autres mouvements	10		15	25
Dépréciations à la clôture	3 865	659	8 341	12 865
Valeur nette comptable à l'ouverture	45 066	12 330	81 101	138 497
Valeur nette comptable à la clôture	48 671	13 232	99 005	160 908

Au 31 décembre 2009, en K€	Matières premières	En-cours	Produits intermédiaires et finis	Total
Valeur brute à l'ouverture	54 671	14 707	102 516	171 894
Variation	-5 402	-1 685	-12 834	-19 921
Valeur brute à la clôture	49 269	13 022	89 682	151 973
Dépréciations à l'ouverture	4 042	612	9 304	13 958
Dotations	3 941	677	7 986	12 604
Reprises	-3 743	-597	-8 796	-13 136
Ecarts de conversion et autres mouvements	-37		87	50
Dépréciations à la clôture	4 203	692	8 581	13 476
Valeur nette comptable à l'ouverture	50 629	14 095	93 212	157 936
Valeur nette comptable à la clôture	45 066	12 330	81 101	138 497

La valeur nette comptable des stocks au 31 décembre 2009 comporte 704 K€ au titre de L'Agenda Moderne entrée dans le périmètre en 2009.

2.2.2 Dépréciation des autres actifs courants

en K€	Dépréciations à l'ouverture	Dotations	Reprises	Autres variations	Dépréciations à la clôture
Créances clients	5 272	1 110	-1 235	27	5 174
Autres créances	810		-6		804
Total	6 082	1 110	-1 241	27	5 978

Tableau des échéances des créances clients et autres créances

en K€	- de 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	Total
Clients et comptes rattachés	144 893	249		145 142
Créances fiscales et sociales	9 540			9 540
Comptes courants débiteurs	769	174		943
Débiteurs divers	2 862			2 862
Charges constatées d'avance	3 410			3 410
Actifs courants	161 474	423		161 897
Dépréciation				5 978
Créances clients et autres créances au bilan				155 919

2.2.3 Valeurs mobilières de placement

La valeur au bilan des valeurs mobilières de placement, soit 23 519 K€ correspond à la valeur de marché au 30 juin 2010. La juste valeur est égale à la valeur comptable.

2.3 Capitaux propres

Le capital de la société mère est composé de 1 131 480 actions de 4 Euros, soit 4 525 920 € sans variation sur l'exercice. Un droit de vote double est attribué à chaque action entièrement libérée pour laquelle est justifiée une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire.

Aucune politique particulière de gestion du capital n'est mise en œuvre par le Groupe.

Les ETABLISSEMENTS CHARLES NUSSE détiennent 80,46 % du capital.

2.4 Impôts différés

Les principaux retraitements source d'imposition différée concernent les provisions réglementées, les crédits baux, les subventions publiques, les marques, les profits internes sur stocks et des provisions.

La variation des impôts différés au bilan s'élève à 244 K€(augmentation de l'impôt différé passif net). La variation de l'impôt différé enregistrée au compte de résultat s'élève à 266 K€ (charge d'impôt différé).

La preuve d'impôt est présentée au paragraphe 2.10.

Tableau de variation des impôts différés

en K€	A la clôture	A l'ouverture	Variation
Impôts différés actifs	379	369	10
Impôts différés passifs	28 400	28 146	254
Impôt différé net	28 021	27 777	244

2.5 Provisions

Les provisions se répartissent de la manière suivante :

en K€	Provisions à l'ouverture	Dotations	Reprises	Provisions non utilisées	Autres variations	Provisions à la clôture
Provisions pour pensions et obligations similaires	12 530	1 106	-366	-162	166	13 274
Autres provisions non courantes	595		-502			93
Provisions non courantes	13 125	1 106	-868	-162	166	13 367
Provisions pour risques	1 356	369	-270			1 455
Autres provisions pour charges	1 169	17	-203	-37	-133	813
Provisions courantes	2 525	386	-473	-37	-133	2 268

Les autres provisions non courantes concernent des restructurations mise en œuvre dans des filiales.

Les provisions pour pensions et obligations similaires comprennent essentiellement les provisions pour indemnités de départ en retraite et sont calculées à chaque clôture.

Elles sont évaluées, charges sociales incluses, avec les principaux paramètres suivants :

- probabilité de prise de retraite dans l'entreprise, turnover, mortalité
- évolution des salaires
- actualisation du montant obtenu au taux de 3,78 %

Les montants versés à des organismes d'assurance sont déduits de la provision.

Variation nette de la provision pour pensions et obligations similaires

en K€	30/06/2010
Engagement à l'ouverture	12 530
Coût des services rendus	930
Coût financier	661
Gains et pertes actuariels	-847
→ Dont variations actuarielles	-789
→ Dont nouvelles entrées	105
→ Dont sorties de l'exercice	-163
Engagement à la clôture	13 274

L'engagement comptabilisé couvre les obligations au titre du régime applicable aux sociétés françaises pour 10 449 K€ et des régimes applicables aux sociétés étrangères pour 2 825 K€

2.6 Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

Tableau du risque de liquidité

en K€	- de 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	Total
Emprunts auprès des Ets de Crédit	73	28 810		28 883
Dettes financières diverses	78	682	321	1 081
Dettes financières locations-financements	30			30
Concours bancaires	27 950			27 950
Sous total	28 131	29 492	321	57 944
Comptes courants créditeurs	991		13 000	13 991
Intérêts courus	12			12
Total	29 134	29 492	13 321	71 947
<i>Intérêts estimés jusqu'à l'échéance</i>				<i>1 846</i>

- Dont dettes courantes 29 134 K€
- Dont dettes non courantes 42 813 K€

Les dettes financières souscrites auprès des établissements de crédit au 30 juin 2010 sont intégralement libellées en euros et portent intérêt selon des taux variables.

Toutes les opérations de financement tant à court terme qu'à moyen et long terme sont indexées sur l'Euribor de la durée de financement augmenté d'une marge comprise entre 0,25 % et 0,45%. La juste valeur des dettes financières est égale à la valeur comptable.

2.7 Programmes d'émissions & instruments financiers

Billets de trésorerie et crédits spot

Le financement des besoins court terme est couvert par des billets de trésorerie émis par Exacompta Clairefontaine et des crédits spot. Ils sont rémunérés à un taux fixe déterminé au moment de l'émission ou de la souscription et ont une durée maximale de 365 jours.

Le montant enregistré dans le poste « Partie à court terme des dettes portant intérêt » s'élève à 20 000 K€ à la clôture pour un plafond d'encours autorisé de 125 000 K€

Ligne de tirage

Elle est négociée auprès de plusieurs banques pour un montant maximal de 155 000 K€ et couvre des échéances d'une durée maximale de 4 ans. Cette ligne de tirage a été utilisée à hauteur de 28 700 K€ à la clôture, montant enregistré dans le poste « Dettes portant intérêt ».

Les financements long terme peuvent faire l'objet d'emprunts négociés.

Instruments financiers

Le groupe utilise des produits dérivés principalement à des fins de couverture contre les risques de taux. Quant aux opérations relatives à la couverture contre les risques de change, elles sont non significatives.

La juste valeur des instruments financiers est fournie par les établissements financiers auprès desquels ils sont souscrits.

La variation de juste valeur comptabilisée dans les charges s'élève à 175 K€

Risques de taux d'intérêts

Afin de se protéger contre les variations de taux d'intérêts, le groupe a mis en place des couvertures sous forme de contrats d'échange de taux, de SWAP, de CAP, de FLOOR.

Les types d'instruments qui peuvent être utilisés, ainsi que les niveaux de risques maximaux encourus sont déterminés par la direction générale. Le risque est contrôlé quotidiennement.

Une variation des taux d'intérêt de 1 point (100 points de base bancaire) aurait un impact de 336 K€ sur le résultat au 30 juin 2010.

Portefeuille d'instruments financiers

Maturité résiduelle en K€	- de 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	Total
Swaps de taux	6 251	18 846	1 634	26 731
Achats de Cap	250	63		313
Ventes de Floor	125	31		156
Total	6 626	18 940	1 634	27 200

2.8 Autres dettes courantes

en K€	30/06/2010	31/12/2009
Avances et acomptes reçus	693	418
Dettes fiscales et sociales	38 997	34 608
Fournisseurs d'immobilisations	3 260	2 068
Dettes diverses	12 783	9 326
Produits constatés d'avance	1 540	72
Instruments financiers dérivés	1 541	1 366
Total	58 814	47 858

La juste valeur des instruments dérivés est égale à la valeur comptable.

2.9 Engagements hors bilan – quotas d'émission de gaz à effet de serre

Le montant des engagements reçus sont évalués par référence à la valeur constatée sur le marché d'échange.

Les engagements sur la durée résiduelle du plan d'allocation correspondent au cumul des allocations annuelles restant à obtenir valorisées au cours constaté sur le marché d'échange en fin de période. Le groupe n'attend pas de déficit global sur l'ensemble du plan.

Les quotas à restituer sont évalués conformément aux principes décrits dans la note 8 de présentation des états financiers consolidés.

en K€	30/06/2010	31/12/2009
<i>Droits d'émission de gaz à effet de serre</i>		
➤ Engagements donnés – restitution	612	1 000
➤ Engagements reçus – solde des allocations de la période	1 128	41
➤ Engagements reçus – allocations annuelles à obtenir	3 997	4 899

2.10 Impôt sur les bénéfices – Preuve d’impôt

en K€	30/06/2010	30/06/2009
Résultat de l'ensemble consolidé	2 022	-1 208
Dépréciation des goodwill	500	1 000
Impôts sur les bénéfices	1 390	2 225
Impôts différés	266	456
Base fiscale consolidée	4 178	2 473
Taux d'impôt en vigueur Sté mère	33.33 %	33.33 %
Charge d'impôt théorique	1 393	824
Résultats déficitaires des sociétés fiscalement non intégrées		
Actifs d'impôts non retenus sur les sociétés étrangères	340	852
Différences de taux d'imposition	184	594
Décalage d'imposition	-242	407
Autres impacts	-19	4
Charge d'impôt effective	1 656	2 681

Impôts sur les bénéfices	1 390	2 225
Impôts différés	266	456
Charge d'impôt dans les comptes consolidés à la clôture	1 656	2 681

2.11 Effectif du groupe et avantages au personnel

Effectif moyen	30/06/2010	30/06/2009
Cadres	450	464
Employés	786	793
Ouvriers et autres salariés	2 076	2 128
Total	3 312	3 385

Charges comptabilisées au titre des régimes à cotisations définies (en K€)	20 578	20 656
--	--------	--------

2.12 Produits et charges financiers

en K€	30/06/2010	30/06/2009
Participations & produits des autres immos financières	-5	54
Revenus des autres créances et VMP	156	137
Autres produits financiers	75	705
Instruments financiers	—	—
Reprises sur provisions et dépréciations	863	7
Différences de change	1 900	1 441
Produits nets sur cession de VMP	16	51
Total des produits financiers	3 005	2 395
Dotation aux provisions et dépréciations	6	1 055
Intérêts et charges financiers	644	585
Frais financiers sur locations-financements	4	23
Différences de change	760	934
Autres charges financières	443	253
Instruments financiers	175	333
Charges nettes sur cession de VMP	—	—
Total des charges financières	2 032	3 183

2.13 Parties liées

- Les comptes consolidés incluent des opérations effectuées par le groupe avec les Etablissements Charles Nusse.

en K€	30/06/2010	31/12/2009
<u>Bilan</u>		
Dettes portant intérêts : compte courant	13 000	30 000
Partie à court terme des dettes portant intérêt	800	1 200
<u>Compte de résultat</u>		
Charges financières	88	410
Redevances	597	1 194

Les sociétés du Groupe bénéficient de l'animation effectuée par les Etablissements Charles Nusse et versent une redevance égale à 0,6 % de la valeur ajoutée de l'exercice précédent.

➤ Rémunération des organes d'administration et de direction :

Le montant global des rémunérations directes et indirectes de toutes natures perçues par l'ensemble des dirigeants du Groupe s'élève à 990 K€ au 1^{er} semestre 2010.

Il n'y a pas d'autres avantages alloués aux dirigeants du Groupe en dehors des engagements de retraite calculés selon les règles applicables à l'ensemble des salariés.

Les rémunérations allouées aux membres du Conseil d'administration au titre des jetons de présence s'élèvent à 60 K€ en 2010, dans le cadre de la décision de l'Assemblée générale des actionnaires du 27 mai 2010.

3. INFORMATION SECTORIELLE

➤ Information sectorielle par activité – 30/06/2010

en K€	Papier	Transformation	Opérations inter-secteurs	Total
-------	--------	----------------	---------------------------	-------

Compte de résultat sectoriel

Chiffre d'affaires	137 376	180 503	-55 835	262 044
Amortissements nets des reprises	5 642	6 378		12 020
Dépréciations et provisions	325	-1 126		-801
Résultat opérationnel (hors goodwill)	6 158	-2 889	-64	3 205
Dépréciation des goodwill		500		500

Actifs sectoriels

Immobilisations incorporelles et corporelles nettes	117 487	106 253		223 740
<i>Dont investissements</i>	13 756	4 010		17 766
Goodwills		11 878		11 878
Créances client	48 653	123 694	-32 379	139 968
Autres actifs affectés	50 896	129 359	-2 028	178 227
<i>Actifs non affectés</i>				1 790
Total des actifs	217 036	371 184	-34 407	555 603

Passifs sectoriels

Provisions	641	1 627		2 268
Autres passifs affectés	49 533	98 530	-32 611	115 452
<i>Passifs non affectés</i>				-
Total des passifs	50 174	100 157	-32 611	117 720

➤ Information sectorielle par zone géographique – 30/06/2010

en K€	France	Zone Europe	Hors Europe	Total
-------	--------	-------------	-------------	-------

Chiffre d'affaires	170 843	76 951	14 250	262 044
--------------------	---------	--------	--------	---------

Immobilisations incorporelles et corporelles nettes	210 140	8 767	4 833	223 740
<i>Dont investissements</i>	16 462	669	635	17 766
Goodwills	11 578	300		11 878
Créances client	122 581	14 033	3 354	139 968
Autres actifs affectés	160 469	10 958	6 800	178 227
<i>Actifs non affectés</i>				1 790
Total des actifs	504 768	34 058	14 987	555 603

➤ Information sectorielle par activité – 30/06/2009

en K€	Papier	Transformation	Opérations inter-secteurs	Total
-------	--------	----------------	---------------------------	-------

Compte de résultat sectoriel

Chiffre d'affaires	134 593	180 887	-54 333	261 147
Amortissements nets des reprises	5 550	6 434		11 984
Dépréciations et provisions	872	-689		183
Résultat opérationnel (hors goodwill)	8 666	-5 556	151	3 261
Dépréciation des goodwill		1 000		1 000

Actifs sectoriels

Immobilisations incorporelles et corporelles nettes	106 508	112 235		218 743
<i>Dont investissements</i>	7 307	5 171		12 478
Goodwills		13 305		13 305
Créances client	47 620	134 610	-30 833	151 397
Autres actifs affectés	53 101	131 422	-2 088	182 435
<i>Actifs non affectés</i>				848
Total des actifs	207 229	391 572	-32 921	566 728

Passifs sectoriels

Provisions	361	1 739		2 100
Autres passifs affectés	42 879	91 851	-31 020	103 710
<i>Passifs non affectés</i>				1 825
Total des passifs	43 240	93 590	-31 020	107 635

➤ Information sectorielle par zone géographique – 30/06/2009

en K€	France	Zone Europe	Hors Europe	Total
-------	--------	-------------	-------------	-------

Chiffre d'affaires	170 481	78 525	12 141	261 147
--------------------	---------	--------	--------	---------

Immobilisations incorporelles et corporelles nettes	205 110	9 992	3 641	218 743
<i>Dont investissements</i>	11 519	613	346	12 478
Goodwills	12 427	878		13 305
Créances client	133 185	15 445	2 767	151 397
Autres actifs affectés	166 629	9 981	5 825	182 435
<i>Actifs non affectés</i>				848
Total des actifs	517 351	36 296	12 233	566 728

Exacompta Clairefontaine S.A.

Attestation du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Jean-Olivier ROUSSAT
Directeur Général Délégué

Exacompta Clairefontaine S.A.

Rapport des Commissaires aux Comptes
sur l'information financière semestrielle 2010

SEREC AUDIT
21, rue Leriche
75015 PARIS

BATT AUDIT
25, rue du Bois de Champelle
54500 VANDŒUVRE-LES-NANCY

EXACOMPTA CLAIREFONTAINE

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE
AU 30 JUIN 2010

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société **EXACOMPTA CLAIREFONTAINE**, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Fait à Paris, le 31 août 2010

Les Commissaires aux Comptes

SEREC AUDIT

BATT AUDIT

Benoît GRENIER

Pascal FRANCOIS